

M. Douglas: Une autre question supplémentaire; dans le rapport de la Société Radio-Canada dont j'ai fait mention, on signale que d'après une certaine autorité du ministère des Transports, ce rapport est exact dans une proportion de 80 p. 100. Le ministre est-il de cet avis?

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur l'Orateur, il n'y a qu'une seule autorité au ministère des Transports et il lui arrive parfois de se tromper.

(Texte)

L'AGRICULTURE

ÉCART CONSIDÉRABLE ENTRE LES PRÊTS CONSENTIS AU QUÉBEC ET AUX PROVINCES DE L'OUEST

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, j'avais une question à poser à l'honorable ministre de l'Agriculture, mais étant donné son absence, je la poserai à l'honorable ministre des Forêts.

Voici: Le ministre peut-il nous expliquer comment il se fait que l'Office fédéral du crédit agricole a prêté un montant total de 49 millions de dollars entre les mois de juillet et septembre derniers, et que, sur ce montant, l'Office n'aurait prêté que \$1,798,000 aux cultivateurs du Québec, alors qu'en Saskatchewan, il aurait prêté pour \$18,300,000 et en Alberta \$12,900,000? Le ministre peut-il nous donner des explications à cet effet?

L'hon. Maurice Sauvé (ministre des Forêts): Monsieur l'Orateur, ceci s'explique peut-être par le fait que l'Office provincial du crédit agricole est très actif.

M. Grégoire: L'honorable ministre pourrait-il demander à l'Office fédéral du crédit agricole pourquoi cet organisme refuse une grande partie, pour ne pas dire presque la majorité des prêts demandés à l'Office fédéral du crédit agricole?

(Traduction)

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît! Il ne s'agit pas ici à proprement parler d'une question, mais d'une déclaration ou d'une assertion; de toute façon, elle n'est pas opportune à l'heure actuelle.

(Plus tard)

(Texte)

M. Grégoire: Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à l'honorable ministre des Forêts en l'absence du ministre de l'Agriculture.

Étant donné que les cultivateurs du Québec tirent beaucoup moins avantage de la Société

[L'hon. M. Pickersgill.]

du crédit agricole fédéral que les cultivateurs des autres provinces, l'honorable ministre pourrait-il nous dire s'il profite également d'une diminution d'impôt ou si la province de Québec reçoit des subventions spéciales afin de fournir de l'aide au bureau du crédit agricole provincial?

L'hon. M. Sauvé: Monsieur l'Orateur, je pourrai, demain, donner une réponse détaillée à la Chambre.

M. Grégoire: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire?

Est-ce que le ministre pourrait nous donner une réponse détaillée sur les raisons pour lesquelles les prêts accordés aux cultivateurs du Québec sont moins nombreux que ceux qui sont accordés à ceux des autres provinces?

L'hon. M. Sauvé: Oui, monsieur le président.

(Traduction)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE VIETNAM—VISITE AU ROYAUME-UNI DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'UNION SOVIÉTIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme il paraît que le ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique visitera Londres très bientôt et aura des entretiens avec le gouvernement du Royaume-Uni, sans doute au sujet de la situation au Vietnam, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dirait-il si le Canada a été informé de cette visite et s'il sera tenu constamment au courant de ce qui se passera à ces réunions qui intéressent hautement le Canada?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le secrétaire aux Affaires étrangères de Grande-Bretagne a informé le Canada qu'il se propose de traiter de certaines questions avec M. Gromyko. Celle du Vietnam sera sans doute abordée et, conformément à la pratique habituelle, nous serons tenus au courant des entretiens, tout comme à l'occasion nous informons d'autres pays, y compris la Grande-Bretagne, des discussions dont nous prenons l'initiative.

LE VIETNAM—OPPORTUNITÉ D'UN DÉBAT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Puis-je poser à l'honorable représentant une question qui fait suite à celle que le député d'Oxford a posée jeudi dernier, je crois. En réponse au chef de l'opposition, le secrétaire